

1953. Cette situation contraste avec celle de la plupart des autres pays industrialisés, où la hausse des coûts unitaires de la main-d'œuvre a été très prononcée. Si l'on fait la part de la dévaluation du dollar canadien au début des années 1960, la baisse de ces coûts a été beaucoup plus marquée au Canada qu'aux États-Unis. Une partie de cet avantage sur le plan de la concurrence existait toujours en 1966, bien qu'elle avait un peu diminué par suite de l'évolution de la situation depuis 1964. A la suite d'une étude des taux de base le Conseil a conclu que l'augmentation des salaires a été plus prononcée, en 1966, qu'en toute autre période au cours de la dernière décennie. La montée des coûts continuera donc à se faire sentir durant quelque temps encore. Ainsi, quelle que soit la situation fondamentale de l'économie, d'autres hausses semblent inévitables, dans l'avenir immédiat, quant à de nombreux prix et coûts dont la montée se fait à retardement.

Productivité.—En général, le taux de croissance de la productivité au Canada a eu plutôt tendance à ralentir ces dernières années. Dans l'établissement de ses objectifs pour la période de 1963 à 1970, le Conseil s'est fondé sur l'expérience passée qui indiquait que, dans le secteur non agricole, la productivité augmenterait rapidement à mesure que se rétrécirait l'écart entre le chiffre réel et le potentiel de production. Toutefois, l'augmentation qui s'est effectivement produite, de 1963 à 1966, est restée en deçà des prévisions. Néanmoins, l'accroissement de la productivité dans le secteur non agricole depuis 1963 a nettement dépassé celui de la fin des années 1950, et celui de la tendance historique. Le Conseil a souligné à plusieurs reprises la nécessité d'accroissements encore plus grands au Canada. L'augmentation de la productivité est le fondement réel du relèvement du niveau de vie.

Investissements.—On a assisté, de 1963 à 1966, à une augmentation exceptionnelle des investissements au Canada. Alors que, au cours de cette période, la production globale s'est accrue d'environ un tiers en valeur et d'un cinquième en volume, les investissements ont augmenté de près des deux tiers en valeur et de plus des deux cinquièmes en volume. Cet essor a compris un large éventail de nouvelles machines et de biens d'équipement, de constructions non domiciliaires de la part des entreprises et d'affectations de fonds publics à l'équipement social. Malgré cet accroissement des investissements, la capacité de production au Canada semble avoir augmenté moins que le volume de production. De plus, en 1966, les pressions de la demande sur les ressources et la capacité de production ont provoqué dans l'industrie de la construction, surtout dans certaines régions et localités, des tensions particulièrement fortes, qui ont créé des goulots d'étranglement de plus en plus graves et des poussées croissantes sur les salaires et les coûts.

Prosperité et stabilité des prix

La situation qui a régné au Canada, au cours de la longue période d'expansion qui a commencé en 1961, illustre bien l'une des principales difficultés qu'ont connues à plusieurs reprises les pays industriels modernes durant les années d'après-guerre, soit celle de maintenir une stabilité raisonnable des prix en périodes de forte croissance et d'augmentation rapide de l'emploi. En général, les principaux pays du monde ont réalisé beaucoup plus sous ce rapport, depuis quinze ans, que durant l'entre-deux-guerres. Pour une bonne part, cette amélioration est nettement attribuable à une meilleure compréhension des grandes forces à l'œuvre au sein des économies modernes et à un meilleur emploi des politiques de nature à influencer ces forces. On a appris, en particulier, à mieux apprécier l'importance de l'offre et de la demande globale dans l'économie ainsi que l'influence des «grands leviers» de la politique budgétaire et monétaire sur ces agrégats. Il est reconnu, aujourd'hui, qu'une forte inflation a pour cause fondamentale un excès de la demande de biens et de services sur l'offre disponible, alors que le chômage généralisé résulte d'une grave insuffisance relative de cette demande. On sait également que le principal moyen de remédier à ces deux situations extrêmes consiste à orienter la politique budgétaire et monétaire de façon à freiner ou à stimuler, selon le cas, la croissance de la demande globale et à établir un juste rapport de proportion entre cette croissance et l'augmentation du potentiel de production.